

Quand « la paix » impose le silence... Stop Elbit ! Free Palestine !*

« Écoutez—non seulement nos paroles, mais aussi ce qui se trouve entre elles. C'est dans ce silence que réside la vérité sur Gaza. » – Taqwa Ahmed Al-Wawi

Un certain silence règne autour de Gaza. La dernière mobilisation de masse en Belgique remonte au 7 septembre 2025. Un mois plus tard, quelques milliers de personnes se sont encore rassemblées à Bruxelles en solidarité avec la Global Sumud Flotilla. Depuis, les actions se poursuivent à plus petite échelle. Dans différentes villes, des personnes se réunissent chaque semaine pour réaffirmer leur fidélité à la résistance palestinienne. Mais la répression se fait sentir, tout comme une certaine réticence au sein du mouvement plus largement.

Il est clair que l'accord entre Israël et le Hamas, adopté le 10 octobre 2025, a un impact sur le mouvement en Belgique et dans le monde entier. Ce sont désormais les plans coloniaux pour Gaza qui dominent les médias bourgeois, parallèlement aux violations persistantes de l'accord par l'État sioniste, la poursuite de la colonisation et la continuation du massacre direct de centaines de Palestinien.nes et de Libanais.es.

La première phase de l'accord du plan en 20 points proposé par Trump, [n'a pas été mise en œuvre](#) : la violence sioniste meurtrière s'est poursuivie, l'aide humanitaire a été bloquée, l'armée d'occupation ne s'est retirée que partiellement, etc. Entre-temps, la deuxième phase a commencé, axée sur « la démilitarisation, la gouvernance technocratique et la reconstruction ». Le 22 janvier 2026, Trump a présenté son Board of Peace aux élites mondiales à Davos, chargé de mettre en œuvre la deuxième phase. Ce conseil de « paix » est un instrument impérialiste rempli d'autocrates et de capitalistes, dont l'objectif est de marginaliser davantage et de maintenir sous le joug colonial la population de Palestine et l'ensemble de la région.

Dans ce contexte, [Abu Amir](#), un habitant de Gaza, pose la question suivante : « Les Palestiniens peuvent-ils amener leur cause à la table après qu'elle en a été délibérément écartée ? Ou sommes-nous face à une nouvelle saison de gestion du conflit plutôt que de sa résolution ? » Abu Amir est bien conscient que l'on est en train d'enterrer la justice, car le « conflit » sera en effet géré. Le mot sera neutralisé. Il ne représentera plus une menace réelle, ce qui rendra la résistance contre l'injustice inutile, la réduira au silence. En bref, la « paix » régnera. Ou, comme le dit la logique impérialiste : « où ils ont fait un désert, ils disent qu'ils ont fait la paix »

À l'heure actuelle, Gaza et les Palestinien.nes risquent plus que jamais de se retrouver dans un tel désert de solitude. Leurs voix et leurs luttes seront « pacifiées ». Les sionistes d'extrême droite sont impatients de prendre la tête de ce processus violent. Ainsi, [Smotrich](#),

* Article écrit et publié en mars 2026 sur le site web de Solidarity, un projet marxiste intersectionnel.

ministre des Finances, a indiqué à plusieurs reprises ces dernières semaines qu'il ne voulait pas attendre Trump et l'impérialisme international pour désarmer et détruire complètement l'adversaire, en particulier le Hamas. Le fascisme fait ici son travail habituel en tant que fer de lance local de la violence systémique. Le génocide et l'expulsion font partie de la stratégie du grand capital pour conquérir de nouveaux marchés : Gaza comme « mine d'or immobilière » selon Smotrich ou « Riviera du Moyen-Orient » selon Trump.

Dans le même temps, Trump [s'irrite](#) de l'escalade du fascisme en Israël. Cela risque de retarder tout « plan de paix » – et avec lui le plan hideux de Trump visant à commercialiser Gaza. Mais Trump est lui-même un fasciste, qui se range avec enthousiasme du côté de Netanyahu et organise activement les forces fascistes dans son propre pays via l'ICE. Trump est cependant aussi un homme d'affaires qui veut faire des deals pour conquérir le marché mondial. D'autre part, le Hamas tente de gagner du temps en acceptant la deuxième phase, mais en communiquant de manière floue sur le désarmement. Le Hamas a [accepté](#) un gouvernement technocratique tout en cherchant à rester indirectement au pouvoir et à conserver ses armes. Pour ce faire, le Hamas cherche un nouvel équilibre national par rapport aux autres forces politiques de la société palestinienne, notamment en acceptant en partie la pacification de Gaza, la pacification des masses et leur résistance populaire.

Ce sont en effet les masses populaires de Gaza et de Palestine que l'on entend le moins dans toute cette affaire, car elles sont les plus à craindre. Elles pourraient remettre en question l'ensemble du plan de paix, car ce sont elles qui devront vivre dans ce désert, une vie avec peu de perspectives, c'est-à-dire sans avenir politique. Cette dure réalité ne peut être ignorée. La solitude est réelle. C'est pourquoi une alternative politique est plus nécessaire que jamais. Des alliances stratégiques sont nécessaires pour briser cette solitude, des alliances révolutionnaires qui peuvent donner aux masses populaires la confiance nécessaire pour porter leur lutte nationale à un niveau supérieur, une nouvelle intifada vers un autre système.

En d'autres termes, la question des alliances révolutionnaires se pose. L'histoire nous enseigne que la lutte palestinienne est étroitement liée à celle des masses populaires de la région. En ce sens, il faut accorder davantage d'attention à la solidarité régionale d'en bas. Il y a quelques mois, la [Tunisie](#) et le [Maroc](#) ont connu les dernières mobilisations de masse en solidarité avec la Palestine, notamment dans les semaines qui ont précédé le cessez-le-feu. Plus récemment, des manifestations combatives pour la justice [sociale](#) et [politique](#) ont également eu lieu dans ces deux pays. Et en [Somalie](#), une grande vague de protestations et de solidarité avec les Palestiniens a éclaté fin décembre lorsque le Somaliland a été reconnu comme indépendant par Israël, seul membre de l'ONU à ce jour. Mais sinon, la solidarité populaire avec la Palestine est restée plutôt silencieuse ces derniers mois. De plus, la répression contre le mouvement s'est poursuivie en [Égypte](#) et en [Jordanie](#), tandis que les masses populaires du Rojava, d'Iran et d'ailleurs subissent de lourdes pertes...

En bref, la solidarité régionale venue de la base est politiquement étouffée par les gouvernements et les dictateurs actuels, soutenus par les impérialistes régionaux et mondiaux et le grand capital. Cela rend les alliances révolutionnaires extrêmement difficiles, mais non moins nécessaires, c'est-à-dire la nécessité d'un renouveau de l'internationalisme de lutte. Un tel internationalisme devrait permettre aux masses populaires de former des alliances contre l'impérialisme et ses intérêts structurels liés aux combustibles fossiles et

aux routes commerciales dans la région. Après tout, la domination du capital est meurtrière et des alliances seront forgées pour pouvoir résister. En ce sens, les masses palestiniennes et régionales, poussées par la classe laborieuse diverse, constituent l'espoir d'un internationalisme révolutionnaire des forces vives, un mouvement réel qui abolira l'état actuel des choses, et en particulier l'État sioniste. Et en ce sens, une perspective pourrait s'ouvrir sur le renversement du capitalisme dans la région et une solution socialiste démocratique à l'oppression nationale, au génocide et à la pauvreté.

Stop Elbit ! Free Palestine !

Lors d'une récente manifestation à Bruxelles en solidarité avec le soulèvement en Iran, une [militante iranienne](#) a pris la parole : « Solidarité avec le peuple iranien / et oui, nous sommes tristes et nous souffrons / mais nous avons besoin de plus que de la tristesse / nous avons besoin de lutter / et nous avons aussi besoin de votre lutte / vous devez lutter en Belgique et en Europe / contre le fascisme, la militarisation et l'impérialisme. »

En effet, en Belgique et en Europe, l'impérialisme est de nouveau ouvertement à l'ordre du jour depuis l'attaque russe contre l'Ukraine en 2022, précédée par des tensions croissantes dans la région, et certainement depuis le mouvement sans précédent de solidarité avec la Palestine et contre le sionisme et le génocide. À cela s'ajoutent la militarisation et un certain renouveau de l'extrême droite, qui pèse de plus en plus lourdement sur la politique des élites belges et européennes. Bien que différentes forces participent à ces développements, le sionisme (et la lutte contre celui-ci) joue clairement un rôle crucial dans ces deux phénomènes et dans l'impérialisme belge et européen.

Mais pour une partie de la gauche, l'analyse de l'impérialisme se traduit par une vue purement géopolitique qui est détachée de la lutte sociale. Cela fait perdre de vue les dynamiques réciproques et, par conséquent, une meilleure compréhension de ce que signifie réellement l'impérialisme. En bref, les développements impérialistes sont réduits à une question de camps : l'Occident impérialiste (les États-Unis et l'Europe) et le reste. Généralement accompagnée d'une vision tout aussi simpliste du capitalisme : la bourgeoisie (les riches) et le reste.

C'est ce qu'on appelle le [campisme](#) qui occulte la complexité des liens entre les différentes formes d'oppression et d'exploitation dans le monde. Il constitue donc un obstacle au développement d'un internationalisme révolutionnaire fondé sur la solidarité des exploité.e.s et des opprimé.e.s. Dans le même temps, le campisme risque de laisser le champ libre à l'extrême droite et à la militarisation au niveau national, notamment en réduisant la lutte sociale à une question de pouvoir d'achat et d'emplois sans en souligner les dimensions (géo)politiques. D'autre part, le campisme conduit également à une attitude distante, voire cynique, qui correspond au sentiment de supériorité morale de ceux qui appartiennent soi-disant déjà au bon camp et n'ont plus besoin de faire d'efforts pour mieux comprendre la complexité. En bref, la gauche est confrontée à des défis politiques importants.

C'est dans ce contexte que se poursuit la lutte pour une Palestine libre. Le boycott reste à l'ordre du jour, mais le mouvement de masse en Belgique est actuellement plus silencieux, comme nous l'avons mentionné. En outre, les actions directes plus radicales restent pour l'instant sous le radar. La répression s'est en effet intensifiée ces derniers temps, y compris

la répression douce qui sème la peur et la confusion au sein du mouvement et fait douter des militants de leur engagement politique. La résistance et la solidarité constituent ici un antidote essentiel contre l'influence du fascisme et de la militarisation dans la société. Plusieurs actions importantes en solidarité avec la Palestine ont défendu ce point : les actions directes menées en 2024 contre [Challenge à l'aéroport de Liège](#), [Thales à Herstal et OIP-Elbit à Audenarde](#) ou [ZIM au port d'Anvers](#) ; des actions directes de plus grande envergure co-organisées par Stop Arming Israel en [juin](#) et [octobre](#) derniers (avec une victoire sur la violence policière grâce à une alliance avec le syndicat local et les travailleur.euses) ; des actions de solidarité avec les [réfugié.es palestinien.nes](#) confronté.es à la violence d'État, voire poussé.es [à la mort](#) ; etc. En d'autres termes, alors que l'impérialisme capitaliste poursuit ses profits, nous résistons en solidarité avec les victimes de la violence, de la répression, et les un.es avec les autres. De cette manière, notre résistance montre comment fonctionne le système et ouvre la voie à une alternative.

En d'autres termes, les actions directes radicales ont apporté un souffle politique au mouvement de solidarité, mais entre-temps, la situation en Belgique s'est également aggravée. Sept militants ont ainsi été poursuivi.es en justice pour avoir bloqué, le 4 mars 2024, avec une centaine d'autres militant.es, le site d'OIP à Audenarde, à la suite d'un appel international. [OIP](#) est une entreprise belge en main de Elbit Systems, le principal fournisseur national d'armes de l'armée d'occupation sioniste. OIP-Elbit fait donc partie de l'industrie du génocide et entraîne la société belge vers la militarisation et la normalisation du sionisme. Par exemple, la [Vrije Universiteit Brussel](#) a récemment annoncé une nouvelle collaboration avec OIP-Elbit. De cette manière, l'industrie du génocide continue à opérer, à moins qu'elle ne soit stoppée par ceux qui veulent mettre fin à la violence sioniste et à son infrastructure impérialiste. C'est pourquoi les sept militant.es poursuivi.es par OIP-Elbit méritent tout le soutien du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Au Royaume-Uni, la chasse aux sorcières contre les militant.es impliqué.es dans des actions directes similaires est en cours depuis un certain temps déjà. L'organisation visée est [Palestine Action](#), qui a mené avec succès une lutte internationale contre Elbit Systems. Le 5 juillet 2025, Palestine Action a été interdite au Royaume-Uni en tant qu'organisation terroriste, mais certain.es militant.es sont détenu.es sans procès depuis 2024. [Récemment](#), plusieurs d'entre eux ont entamé une grève de la faim en solidarité avec les Palestinien.nes qui utilisent depuis longtemps ces mêmes méthodes et d'autres pour maintenir leur lutte, en particulier dans les prisons israéliennes. [Récemment](#), six militant.es de Palestine Action ont également été acquitté.es par un jury populaire qui n'a pu que reconnaître la justice de leur résistance. De plus, l'interdiction de Palestine Action a été [levée](#) le 13 février 2026 par la Cour suprême de Londres. Bien que la situation belge soit différente, il y a des leçons importantes à tirer. Les victoires sur le système capitaliste impérialiste sont possibles lorsque la solidarité et la résistance se poursuivent, contre l'industrie du génocide et avec le soutien de la communauté plus largement.

C'est pourquoi Solidarity appelle à se rendre au tribunal d'Audenarde le mardi 17 février à 10 heures. Il est nécessaire de renforcer la solidarité avec les sept militant.es qui comparaîtront à cette date : [Stop Elbit](#) ! Free Palestine ! Il est nécessaire de renforcer la résistance avec toutes celles qui luttent en solidarité avec les Palestinien.nes et contre l'impérialisme, la militarisation et le fascisme. L'oxygène politique apporté par les actions directes radicales ne doit pas être étouffé. Le mouvement large et ses différents collectifs

doivent donner la parole à cette cause lors de rassemblements et de réunions. Oui, il est possible de reconstituer une masse critique comme lors des occupations démocratiques étudiantes et des mobilisations de masse de 2024. Et de cette manière, le mouvement peut se renforcer vers mars : Journée internationale des femmes (8/3), manifestation nationale anti-Arizona (12/3), Smash la foire d'armement Bedex (12/3), Journée internationale contre le racisme (21/3), la nouvelle Global Sumud Flotilla (29/3), etc. En bref, l'action du 17 février est un moment important dans la construction de notre lutte intersectionnelle et internationaliste pour un autre système, pour une Palestine libre. À bientôt.